

2 Temps fort

Le siège genevois de l'ONU pris dans la tourmente

ARCHIVES En juin 1967, les pays arabes se sont inquiétés des idées favorables à Israël qui circulaient en Suisse. L'émissaire suisse auprès des Nations unies à New York, Bernard Turrettini, s'inquiéta des possibles conséquences pour Genève

La guerre des Six-Jours et les sentiments favorables à Israël de sa population ont-ils failli coûter à la Suisse le siège genevois de l'ONU? C'était en tout cas la crainte formulée par l'ambassadeur Bernard Turrettini, observateur permanent de la Mission suisse auprès des Nations unies à New York. Dans une note interne mise à disposition par les Documents diplomatiques suisses (dodis.ch), le Genevois tirait en effet la sonnette d'alarme le 21 juin 1967, onze jours après la fin du conflit éclair.

Selon lui, un «air d'hostilité» régnait dans la Cité de Calvin. «Il ne faudra plus s'étonner si à l'avenir les nations arabes, soutenues par leurs grands amis du moment, les pays de l'est, déclenchaient un mouvement, habi-

lement orchestré par les Autrichiens, tendant à déplacer, sinon le siège principal des Nations unies, du moins certains de ses organes, non plus à Genève, mais à Vienne», écrivait-il au chef du Département politique fédéral (Affaires étrangères), Willy Spühler.

Il citait les «regrettables incidents qui se sont produits à l'égard des représentants permanents des missions arabes accrédités auprès de l'Office européen des Nations unies à Genève». Une autre note, signée par ces mêmes représentants et adressée au directeur général de l'Office genevois de l'ONU, Pier Pasquale Spinelli, mentionnait des «manifestations pro-israéliennes [...] sur tout le territoire suisse et plus spécialement à Genève [...], à caractère racial et religieux manifestement contraires aux principes de la neutralité qui ont été déterminants pour le choix de Genève comme siège de l'Office des Nations unies».

Une vague de solidarité envers l'Etat d'Israël avait en effet submergé l'Europe. Des milliers de personnes se sont rassemblées à Zurich, à Berne et

à Bâle alors que «plusieurs millions de francs de dons ont été récoltés pendant ces six jours de 1967 pour un soutien à Israël», rappelle aujourd'hui la conseillère nationale Corina Eichenberger-Walther (PLR/AG), présidente de l'Association Suisse-Israël.

L'ambassadeur Turrettini admettait qu'il n'était «pas possible de contrôler les sentiments profonds de la population». Il reprochait cependant aux «commentaires de certains journaux» d'avoir versé de l'huile sur le feu. En particulier au rédacteur en chef du *Journal de Genève* Bernard Béguin, auteur d'un «article qui par son manque d'objectivité aurait pu pousser certains irresponsables à agir» et aurait pu influencer «le comportement d'individus peu recommandables», selon le diplomate.

Admiration européenne pour Israël

Qu'avait donc écrit Bernard Béguin de si pendable? Il avait régulièrement placé Israël devant ses responsabilités. Mais c'est sans doute l'éditorial

du 15 juin, intitulé «La Suisse dans cette affaire», qui a été à l'origine des craintes de Bernard Turrettini. Il établissait une distinction entre la politique de neutralité du Conseil fédéral et «le comportement de neutralité qu'en temps de crise certains attendent à tort de l'opinion publique». Il observait que le peuple suisse, qui n'avait pas oublié les massacres commis par Hitler, partageait «l'admiration de la majorité des Européens pour l'œuvre de pionniers accomplie en Israël. [...] Cela suffit à expliquer la spontanéité des réactions de solidarité dont Israël a joui en Suisse au début de la crise, lorsque l'inflation verbale qui caractérise le nationalisme arabe menaçait de rayer l'Etat hébreu de la carte du monde et de «l'enterrer au fond de la mer».

Les ambassadeurs arabes en poste à Berne avaient fait part de leurs inquiétudes à Willy Spühler dès le premier jour du conflit. Le 5 juin, le Conseil fédéral publiait un communiqué dans lequel il disait «partager le sentiment dont le peuple a de nou-

veau pris fortement conscience ces derniers temps, que pour assurer son existence et son droit à la vie, un petit Etat neutre doit avant tout compter sur le renforcement continu de sa volonté de résistance et sur sa fidélité au droit». Aïe! De quel «petit Etat neutre» le gouvernement parlait-il? De la Suisse? D'Israël? Pour les chefs de mission arabes, il n'y avait aucun doute: le Conseil fédéral parlait d'Israël. Ils demandèrent une audience à Willy Spühler. Elle eut lieu le lendemain, le 6 juin. Porte-parole des huit diplomates présents, le Libanais Michel Farah avoua que le communiqué du Conseil fédéral les avait «surpris». «Le petit Etat évoqué n'est pas tant la Suisse qu'Israël», affirmait-il. Willy Spühler opposa un démenti formel: il s'agissait bien de la Suisse. La preuve? «Israël n'est pas un Etat neutre», souligna-t-il.

Le contexte était ainsi tendu et les Etats arabes étaient méfiants envers la Suisse. Les craintes de l'ambassadeur Turrettini de voir Vienne supplanter Genève étaient elles pour

Temps fort 3

autant fondées? «A cette époque, les ambassadeurs des pays arabes auprès des Nations unies ont joué sur une rivalité naissante entre Genève et Vienne», commente aujourd'hui l'ancien ambassadeur François Nordmann. En cette même année 1967, le gouvernement du chancelier autrichien Josef Klaus avait en effet pris la décision de construire un bâtiment «ONU City» dans le Donaupark. Jeune Etat neutre, l'Autriche cherchait à se positionner comme troisième centre de l'ONU.

500 à 600 bureaux vides

Le bâtiment fut achevé en 1971. Deux institutions de l'ONU et 4500 employés y prirent place. Mais les ambitions autrichiennes étaient plus larges. Successeur de Willy Spühler à la tête de la diplomatie suisse, Pierre Graber s'entretint de la question avec son homologue autrichien Erich Bielka les 9 et 10 septembre 1975 à Salzbourg. Le compte rendu confidentiel de la rencontre, désormais accessible, confirme que les

craintes suisses exprimées en 1967 n'étaient pas sans fondement.

Erich Bielka expliqua à Pierre Graber que le bâtiment disposait d'un «excédent de 500 à 600 bureaux» et que «notre opinion publique ne comprendrait pas que les installations du Donaupark ne soient pas entièrement occupées». L'idée d'y transférer d'autres institutions onusiennes circulait. Il assura que «l'Autriche n'a ni lancé ni soutenu ce projet de transfert, contrairement à ce qui a été écrit dans certains journaux suisses», mais confirma la volonté de l'Autriche d'optimiser l'utilisation du bâtiment.

Pierre Graber répliqua que «la solution idéale serait d'installer à Vienne de nouvelles organisations». Finalement, le Vienna International Centre (VIC) fut inauguré en 1979. Trois autres organisations onusiennes y ont établi leur quartier général. Mais le site de Genève est toujours debout. ■

BERNARD WUTHRICH

[@BdWuthrich](#)